

SEUL

EXIGEONS L'ARGENT POUR NOTRE EDUCATION,

PAS POUR LA FINANCE ET LA SPECULATION !

Syndicat Etudiant Unitaire et Laïque

Le 27 octobre 2008

Cette rentrée voit s'appliquer la loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités. Nos premières constatations vont dans le sens des analyses que nous avons fournies lors de la mobilisation générale contre cette loi l'année dernière : une détérioration sans précédent des conditions d'études et de vie de la majeure partie des étudiants, une hausse « illégale » (dixit madame Péresse !) des frais d'inscription, et une mise en concurrence des universités qui les mène tout droit à la privatisation. La réaction de tous les étudiants et des personnels universitaires doit se faire sans plus attendre !

Un avenir sans diplômes, dans des universités privées

Rappelons que le LMD instauré par les décrets Lang en 2001 a liquidé le contenu national de nos diplômes. Lorsque nous serons amené à chercher un vrai travail à la fin de nos études, nous ne serons plus protégés par les conventions collectives et le code du travail. **Le ministère de l'enseignement supérieur se félicite que plus de 150 entreprises soient représentées dans les CA¹.** Elles pourront désormais sélectionner à leur guise les jeunes travailleurs dont elles ont besoin et façonner des « diplômes » à leur convenance. **Comment peut-on accepter que nos universités soient dirigées par des patrons et des actionnaires, dont l'unique objectif est de faire du profit ?**

Le plan Licence qui démarre depuis cette rentrée est le cheval de Troie de la privatisation des filières. Péresse veut dépenser 55 millions d'euros dans la mise en place de « bureaux d'aide à l'insertion professionnelle » pour mettre en lien université et entreprises. Ils seront notamment chargés de guider les étudiants vers des stages obligatoires pour valider la Licence. Un maître de Conférence de Paris X, pourtant favorable aux relations entre université et entreprise, a souligné dans la presse qu'il ne voyait « pas l'intérêt pour les entreprises de prendre en stage des étudiants de première année. D'autant plus qu'ils sont déjà nombreux à travailler »². La réponse à ce problème est double. D'une part **les universités veulent éjecter les étudiants obligés de se salarier pour financer leurs études.** Elles cherchent ainsi à économiser les coûts de mise en place de dispositifs particuliers (cours du soir, choix d'emploi du temps...). D'un autre côté **ces structures serviront à pourvoir les capitalistes en stagiaires extrêmement peu coûteux (à peine 400 euros).** Le plan Licence permet également la reconnaissance de modules facultatifs payants³, **une passerelle pour la hausse des frais d'inscription et les offres de cours privés.**

L'instauration du bac unique et son fonctionnement autour de modules (de l'enseignement en forfait !) vise également à démanteler totalement le diplôme. **L'individualisation des parcours contenue dans cette réforme signifie la fin du droit du bachelier d'accéder à l'université et la filière de son choix.** Un tel enseignement à la carte va instaurer la concurrence entre les lycées, les lycéens et les différents bacs. Alors que le gouvernement finance des lycées privés catholiques dans le cadre de son projet « ambition réussite » (comme celui de Sartrouville), il laisse des établissements de l'école publique littéralement pourrir. Cohérent dans la totalité de son projet, le gouvernement a décidé de mettre fin au concours de recrutement des professeurs de l'Education Nationale. A partir de l'année prochaine, le titre d'enseignant sera reconnu par un master « à caractère enseignant » validé par les universités autonomes. Cela implique **la disparition des IUFM, le financement de deux années supplémentaires d'étude pour les étudiants** (la revalorisation des salaires des nouveaux enseignants est là

Précarité étudiante en pleine crise économique.

La crise économique, qui affecte aujourd'hui chacun d'entre nous sous forme d'une inflation de plus en plus dure à supporter pour les classes les plus défavorisées, aurait pu être moins insoutenable pour les étudiants si les gouvernements n'avaient pas méticuleusement détruit le système social étudiant ces dernières années, via la régionalisation puis la privatisation des CROUS. En 2006 plus de 600 000 d'entre nous se trouvaient déjà sous le seuil officiel de pauvreté. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Alors que la crise touche particulièrement le secteur immobilier, **la construction de logements de Cités Universitaires que nous réclamons depuis si longtemps aurait empêché que des étudiants ne se retrouvent aujourd'hui à loger en camping, voire tout simplement dans la rue !** Madame Péresse ne propose que la réhabilitation de 6500 logements pour 2009, et seulement dans le cadre de parcs locatifs privés, c'est bien peu pour loger plus de 2 millions d'étudiants ! La situation dans les resto-U est un désastre. **Le prix du repas ne cesse d'augmenter, sa qualité se détériore, et un certain nombre de restaurants sont appelés à fermer.** Où iront alors manger les étudiants ? Ce n'est pas avec la hauteur des bourses et leur nombre restreint que les étudiants vont pouvoir s'offrir leurs 3 repas complets tous les jours !

Et que l'on ne se méprenne pas, la soi-disant augmentation des bourses (qui n'atteint même pas le taux d'inflation) est de la poudre aux yeux pour nous cacher une nouvelle répartition de l'argent des bourses : avec le nouveau calcul simplifié des points à charge pour l'attribution de bourses sur critères sociaux, **de nombreux étudiants se voient diminuer d'échelon, voire tout simplement refuser la bourse. C'est notamment le cas des étudiants handicapés ! Avec l'augmentation parallèle des bourses au mérite, le gouvernement veut tout simplement donner plus d'argent... à moins d'étudiant !**

Nous devons imposer l'unité de tous les étudiants et de leurs organisations pour exiger des bourses sur critères sociaux en nombre et en montant suffisants pour aider les étudiants en difficulté, la construction et la réhabilitation de cités-U publiques à hauteur des besoins, et le retour de l'Etat dans le financement paritaire des restaurants universitaires.

1 Dont 40 % de PME et 50% de grands groupes ! Communiqué de presse du 24 juillet 2008.

2 Dans le figaro du 10/10 « stages d'étudiants : les facs copient les grandes écoles ». Article de M.E. Pech.

3 La fac de Sceaux par exemple propose des cours d'anglais, moyennant un supplément financier.

aussi de la poudre aux yeux) et la possibilité donnée aux écoles privées de faire valoir des diplômes privés, garantis par l'Etat !

Nous ne pouvons pas accepter que le gouvernement livre ainsi nos diplômes et nos formations à ses amis patrons. L'école et l'université doivent être fermées à tous les intérêts privés, capitalistes ou religieux. Elles doivent être ouvertes à tous les enfants d'ouvriers ! Nous devons imposer notre unité entre lycéens, étudiants et enseignants pour un enseignement public et laïc pour tous !

Retrait du plan Licence !

Retrait immédiat du projet qui liquide notre Bac !

Retrait immédiat de la loi qui casse les concours et la fonction publique !

L'argent doit être investi pour une seule Université publique, laïque et gratuite pour tous !

Nous devons mettre Valérie Pécresse en porte-à-faux. Elle vante l'augmentation du budget de l'enseignement supérieur⁴. Mais à cause de la LRU, tout cet argent ne sert qu'à aiguïser la concurrence !

Les caisses sont vides ?...

A présent le mensonge du gouvernement au sujet du manque d'argent dans les caisses, d'une « France en faillite » (dixit Fillon), est clair pour tout le monde. On casse notre système de santé parce qu'il n'y a plus d'argent ? Mensonge ! L'Etat a largement de quoi augmenter le contingent de militaires en Afghanistan (Les derniers renforts ont coûtés 200 millions d'euros... mais c'est sans compter un nouvel arsenal nucléaire de 5 milliards... et un budget de 180 milliards pour les six prochaines années !) ! On casse notre système éducatif parce qu'il n'y pas d'argent ? Mensonge ! Le gouvernement a trouvé 360 milliards pour sauver des gangsters cachés dans les coffres de leurs banques ! **Pourquoi le gouvernement n'utilise pas cet argent pour sauver les emplois que la crise capitaliste est en train de détruire ?** Des milliers d'emplois sont aujourd'hui supprimés des banques, le BTP, l'automobile ou encore la sidérurgie.

Nous devons exiger que cet argent aille là où nous en avons besoin : dans les emplois, la santé et l'éducation ! En tant que futurs travailleurs nous devons lutter aux côtés des travailleurs qui se battent aujourd'hui pour leurs emplois et les droits du travail.

10 milliards d'euros sont investis dans une trentaine d'universités. Il y avait 85 universités en France... 50 universités vont donc se partager des miettes ! Les 5 premiers milliards, qui proviennent en partie de la privatisation d'EDF, concernent les 10 projets universitaires qui ont gagné le grand concours du gouvernement « plan Campus ». Ce plan permet l'émergence de **10 pôles d'excellence, qui seront ultra sélectifs et concurrentiels sur le marché mondial de l'éducation**. Ils doivent notamment servir à attirer des chercheurs qui seront mieux rémunérés, des immigrés choisis, et favorisera le poids de la recherche privée dans la recherche publique. Les 5 autres milliards, seront partagés par 20 universités qui ont déjà atteint les critères de l'autonomie. **« L'autonomie vise à faire entrer les universités dans une culture du résultat »⁵. Cet argent va permettre notamment de rémunérer les personnels dont la gestion est reléguée aux CA !** C'est la fin du service public de l'enseignement supérieur. Ce budget finance le clientélisme, le carriérisme, la casse du cadre national des diplômes et des statuts de l'enseignement supérieur. Ce budget public finance l'intégration du patronat dans les facs. **C'est donc beaucoup d'argent... pour privatiser définitivement les universités.** Les chercheurs ne sont pas mieux lotis que les étudiants avec ce budget : tout l'argent investi, notamment en crédit impôt recherche doit servir « l'ambition d'une recherche privée dynamisée et encouragée »⁶.

Nous devons refuser l'argent qui sert à privatiser et exiger le rétablissement d'un vrai système public de l'enseignement, de la maternelle à l'université, laïc et gratuit pour tous. Dans le cadre de la crise actuelle, le gouvernement met en jeu l'avenir de dizaines de milliers d'étudiants. Nous devons construire une mobilisation large et déterminée pour en finir avec cette politique qui détruit les droits fondamentaux des jeunes et des travailleurs. En ce moment les lycéens et étudiants italiens se battent également pour leur éducation. Il est urgent de construire nous aussi l'unité de tous les personnels, des étudiants, des lycéens et de leurs organisations pour exiger :

Le retrait du plan Campus et l'abrogation de la loi LRU !

**L'argent c'est pour l'éducation, la fonction publique et la santé,
Pas pour la guerre et les banquiers !**

<http://fseul.free.fr>

⁴ 27,6 milliards, soit une augmentation des moyens budgétaires et fiscaux de 17% sur 2009-20011 !

⁵ V. Pécresse. Extrait d'une interview des lecteurs, dans le journal Metro.

⁶ Communiqué de presse de V. Pécresse en date du 26 septembre 2008